

# Les services du FMI achèvent une mission en Côte d'Ivoire

le 27 mars 2019

Les communiqués de presse publiés en fin de mission par les services du FMI expriment leurs observations préliminaires au terme d'une mission dans un pays. Les opinions exprimées dans ces conclusions sont celles des services du FMI et ne sont pas nécessairement celles du Conseil d'administration.

- La mission du FMI et les autorités sont arrivées à un accord au niveau des services sur la cinquième revue du programme appuyé par les accords FEC et MEDC, sous réserve de son approbation par la direction du FMI et du Conseil d'administration.
- Sur la base des résultats préliminaires, la croissance est restée forte et le PIB a augmenté de 7,4% l'an dernier soutenu par une forte demande interne.
- Les perspectives à moyen terme sont favorables mais toutefois sujettes à des risques baissiers.

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Madame Céline Allard a visité Abidjan du 14 au 27 mars 2019 pour mener les discussions sur la cinquième revue du programme économique et financier triennal soutenu par le FMI grâce à des accords conclus dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC).

A la fin de la visite, Mme Allard a rendu publique la déclaration ci-après :

« La mission du FMI et les autorités sont arrivées à un accord au niveau des services sur la cinquième revue du programme appuyé par les accords FEC et MEDC, sous réserve de son approbation par la direction du FMI et du Conseil d'administration. L'examen par le Conseil d'Administration pourrait intervenir en juin 2019.

« Sur la base des résultats préliminaires, la croissance est restée forte et le PIB a augmenté de 7,4% l'an dernier soutenu par une forte demande interne. L'inflation est restée faible à environ 0,4%, bien en dessous de la norme de 3% de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Le crédit à l'économie a progressé à un rythme soutenu de 11,3% en 2018. Cependant, la baisse des exportations en valeur, notamment liée à des cours du cacao sensiblement détériorés et le renchérissement des

cours du pétrole en 2018, ont augmenté le déficit du compte courant extérieur à 4,7% du PIB.

« Les perspectives à moyen terme sont favorables mais toutefois sujettes à des risques baissiers. L'activité économique devrait rester soutenue en 2019 et les perspectives à moyen terme confirment la poursuite d'une croissance robuste. Des risques persistent toutefois liés notamment au rythme plus lent que prévu de la mobilisation des recettes, aux termes de l'échange défavorables et au resserrement des conditions financières internationales.

L'inflation devrait rester bien au-dessous de la norme communautaire. Le déficit budgétaire devrait atteindre 3% du PIB en 2019, conformément à la norme de convergence au niveau de l'UEMOA ainsi qu'aux objectifs du programme.

« Les performances du programme soutenu par le FMI ont été satisfaisantes en 2018. Tous les critères de performance et tous les repères indicatifs, à l'exception d'un seul, ont été respectés à fin décembre 2018. Presque tous les repères structurels ont également été atteints. Le déficit budgétaire s'est situé à 4% du PIB en 2018 conformément aux objectifs du programme malgré un léger manque à gagner sur les recettes qui a été compensé par une révision à la baisse des investissements publics.

« L'équipe du FMI et les autorités ont convenu de la nécessité d'accélérer les réformes essentielles pour maintenir la croissance à un rythme soutenable et continuer de la rendre plus inclusive tout en préservant les équilibres budgétaires et la viabilité de la dette publique. L'équipe souligne les progrès réalisés par les autorités dans la priorisation des nouveaux projets d'investissement et des dépenses sociales ce qui devrait contribuer à maintenir l'espace budgétaire nécessaire au financement du Programme National de Développement (2016-2020).

« L'équipe du FMI et les autorités se sont également accordées sur le fait que l'augmentation des recettes est indispensable pour créer les marges budgétaires nécessaires à l'accroissement des dépenses prioritaires et au maintien de la capacité à rembourser la dette.

« La mission a noté les mesures prises pour atténuer les risques budgétaires en finalisant la restructuration de la raffinerie nationale et en poursuivant la restructuration des banques publiques. La mise en œuvre des nouvelles réglementations prudentielles conformes aux principes de Bâle II / III contribuera à renforcer la stabilité du secteur bancaire.

« La mission et les autorités ont convenu que le programme de transformation économique de la Côte d'Ivoire continue à bien progresser. La poursuite des actions visant à diffuser les dividendes de la croissance et

à continuer à réduire le taux de pauvreté sera également nécessaire pour le succès à long terme des politiques du gouvernement.

« La mission du FMI tient à remercier les autorités pour leur chaleureuse hospitalité et les échanges constructifs. »

La mission du FMI a été reçue en audience par Son Excellence Monsieur le Président de la République Alassane Ouattara ; M. Amadou Gon Coulibaly, Premier Ministre ; M. Adama Koné, Ministre de l'Economie et des Finances ; M. Amadou Koné, Ministre des Transports ; M. Souleymane Diarrassouba Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME ; M. Abdourahmane Cissé, Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables ; Madame Nialé Kaba, Ministre du Plan et du Développement; M. Moussa Sanogo, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat ; M. Emmanuel E. Essis Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé ; M. Chalouho Coulibaly Directeur National de la BCEAO ; ainsi que d'autres hauts responsables de l'administration.

#### **Département de la communication du FMI**

---

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

**ATTACHÉ DE PRESSE:** LUCIE MBOTO FOU DA

**TÉLÉPHONE:** +1 202 623-7100

**COURRIEL:** MEDIA@IMF.ORG